demander à l'étranger (inaudible) ... de ses propres citoyens.

Q: Est-ce que vous avez l'impression que les autres membres de la francophonie, eux, considérent que depuis le référendum, à cause du résultat, considérent que le statut du Québec, même si juridiquement n'a pas changé, n'est pas tout à fait le même?

ANDRÉ OUELLET: J'ai pas senti ça du tout, parce que...ils nous reçoivent ici parce qu'ils sont nos voisins.

HÉBERT(?): Moi je peux vous dire là-dessus, je suis dans une réunion de (inaudible)... on était 47 autour de la table, c'était une dizaine de jours après le référendum. Les seuls collègues dans le corridor qui vont parler de ça, c'est les Belges puis les Français, puis les Suisses. Les Africains, on le sait, sont d'une discrétion absolue. Ils n'aiment pas qu'on se chicane devant eux comme (inaudible)... puis ils ne sont pas intéressés à ce qu'on recommence et ils ont été, à mon niveau en tout cas, absolument discrets.

Q: Et est-ce que des gens vous interrogent sur les intentions du Canada, du gouvernement canadien maintenant, après le référendum?

ANDRÉ OUELLET: Pas du tout.

Q: Vous n'avez pas de questions là-dessus.

ANDRÉ OUELLET: J'ai eu un entretien ce matin, presqu'une heure, avec le président Soglo; cette question-là n'a pas été évoquée par lui, et je n'ai pas parlé de ça non plus. On a parlé ni du Canada, ni du Québec. On a parlé de la francophonie, des